



## **PRÉFET DE L'EURE**

### **Arrêté n° D1/B1/14/106 mettant en demeure la société MTT MOTEUR TEST située sur la commune de Bosc-Roger-en-Roumois de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2002**

**Le préfet de l'Eure  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU**

le Code de l'environnement, et notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1, L514-5,

le décret du 29 septembre 2011 nommant monsieur Dominique SORAIN, Préfet de l'Eure,

le décret du 24 août 2011 nommant monsieur Alain FAUDON, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2002 autorisant la société MOTEUR TEST à poursuivre et à étendre l'exploitation de l'établissement d'essais de moteurs thermiques sis sur la commune de Bosc-Roger-en-Roumois, rue de l'Europe,

l'arrêté préfectoral n°SCAED-11-92 du 9 novembre 2011 donnant délégation de signature à monsieur Alain FAUDON, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°D-11-E3-061 du 25 juillet 2011 délivré à la société MTT MOTEUR TEST,

le rapport de l'inspection des installations classées du 28 novembre 2013 relatif à la visite d'inspection réalisée le 24 octobre 2013,

le courrier de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 28 novembre 2013 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant les irrégularités constatées, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement,

Considérant que lors de la visite du 24 octobre 2013, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le fait suivant :

- non réalisation de mesures des rejets atmosphériques

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral susvisé,

Considérant que face à ce manquement, il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MTT MOTEUR TEST de respecter les dispositions de l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2002 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

En application de l'article L 171-8 du Code de l'environnement, la société MTT MOTEUR TEST située sur la commune de Bosc-Roger-en-Roumois, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2002, relatif aux analyses des rejets atmosphériques issus des bancs d'essais moteur.

### Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L 171-8 du Code de l'environnement.

### Article 3 :

Conformément à l'article L 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par un tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par la voie administrative, et dont copie sera adressée au sous-préfet de Bernay, au maire de Bosc-Roger-en-Roumois et à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)(DREAL – UT de l'Eure).

Evreux, le 27 JAN. 2014

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Alain FAUDON